*Initiatives ministérielles**[Traduction]*

Le président suppléant (M. DeBlois): Le député de Kamloops peut prendre la parole pour faire un rappel au Règlement, en tenant compte du fait qu'il n'y aura pas de période de questions ou d'observations.

M. Riis: Monsieur le Président, je vous remercie. Je désire simplement souligner dès le départ que l'examen de l'article 72 du Règlement n'est pas terminé. Je tiens à ce que ce soit bien clair.

• (1040)

Étant donné l'importance de l'intervention faite ce matin par le président du Conseil du Trésor pour nous dire où en est ce problème très critique, puis-je lui demander de répéter très brièvement ce qu'il a dit à propos de l'instruction qu'il a donnée à ses agents de retourner à la table des négociations, notamment sans qu'il soit question de conditions préalables.

C'est un point crucial. Ce n'est pas une question. Je lui demande simplement de répéter cette brève partie de son intervention.

Des voix: Bravo!

M. Loiselle: Je demande à l'honorable député de bien vouloir m'excuser. Je suis tout à fait disposé à répéter ce passage qui est très bref—deux ou trois paragraphes.

J'ai déclaré que je voulais au départ me pencher sur une question qui touche de très près ce projet de loi. La Commission des relations de travail dans la fonction publique a déclaré hier que le gouvernement n'avait pas fait tous les efforts raisonnables au sens de l'article 51 de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique pour négocier une convention collective avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada.

Selon moi, toutes nos négociations avec les syndicats respectent la loi. La décision de la commission dans le cas des négociations avec l'alliance m'a surpris, étant donné que nous avons été en mesure de conclure des ententes avec quatre autres syndicats visés par notre politique de restrictions salariales. Dans le cas de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, nous avons consacré 60 jours aux négociations proprement dites et 30 jours à la conciliation.

M. Bean a dit qu'il pensait que nous avons pu nous entendre avec les autres syndicats. C'est bien entendu le cas et nous sommes disposés à nous entendre avec lui également. Il a refusé cependant. Quoi qu'il en soit, afin d'être tout à fait certain que nous respectons la décision rendue hier par la Commission des relations de travail dans la fonction publique, j'ai demandé à mes fonctionnaires de signaler à M. Bean qu'ils sont disposés à retour-

ner à la table de négociation sans poser de conditions préalables. En ce qui concerne la question des augmentations salariales, le gouvernement entend s'en tenir à la formule «zéro—trois» prévue dans le projet de loi C-29.

Je tiens à préciser très clairement qu'il n'y aura aucune augmentation salariale cette année et que l'augmentation s'établira à 3 p. 100 l'année prochaine.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je me lève dans cette Chambre aujourd'hui à un moment très critique de l'histoire canadienne. Le pays connaît vraiment de grandes difficultés. Partout où on regarde, on voit qu'il n'y a pas de leadership. Aujourd'hui, on se retrouve avec probablement la plus grande grève qu'on n'ait jamais connue dans la Fonction publique au Canada. Ce n'est peut-être pas une grève aussi importante que celle de Winnipeg en 1919, ou bien celle du Québec en 1976 en ce qui regardait les ouvriers de la construction, mais c'est certainement un point tournant, parce qu'il y a une différence considérable. C'est la première fois que nous avons une grève où c'est le gouvernement qui a décidé d'avoir une grève. Ce n'est pas une question de négociations collectives. Lorsqu'on regarde tout le plan de ce gouvernement, c'était très clair qu'il voulait à tout prix que les ouvriers de la Fonction publique sortent dans la rue. Et c'est cela que nous condamnons.

Comme je l'ai dit hier, on est à la Chambre des communes pour rien. Tout ce que le gouvernement pouvait faire, il aurait pu le faire la semaine dernière. Nous avons fait une suggestion au gouvernement, qui a été reprise hier par le syndicat. S'il voulait avoir un médiateur, s'il voulait suivre les lois de ce pays et négocier et employer tous les moyens à sa disposition, il pourrait à ce moment même avoir tout le monde au travail. Il aurait pu avoir tout le monde au travail la semaine dernière.

Quand j'ai dit hier que si on mettait tout sur la table avec un médiateur et que je m'adressais directement à 20 000 syndiqués qui étaient sur la Colline parlementaire, tout le monde a applaudi quand j'ai dit: Vous ne voulez pas avoir une grève parce que ça vous plaît. Ce que vous voulez avoir c'est de l'équité, c'est d'avoir la même chance que les autres. Seulement ce gouvernement est un gouvernement de confrontation.

[Traduction]

Le gouvernement ne veut pas résoudre le problème. Il se complait dans une confrontation incessante. Ce n'est pas le montant du déficit qui préoccupe aujourd'hui le gouvernement. Il ne songe pas au montant du déficit, mais aux résultats du sondage Gallup.